

AKTUELL

SPONSORING SCOLAIRE

Cerveaux disponibles

David Wagner

Malgré les interdictions de publicité dans les écoles, certaines entreprises trouvent toujours les moyens de faire passer la vente de leur image pour du mécénat désintéressé.

C'est bien connu : dans notre économie de marché, la motivation des entreprises privées dans leur raison d'être réside dans l'offre de services gratuits et désintéressés au plus grand nombre possible.

Dans une question parlementaire adressée à la ministre de l'éducation nationale Mady Delvaux-Stehres (LSAP), le député vert Claude Adam s'inquiète que « le secteur privé ainsi que certaines associations s'intéressent de plus en plus à l'école, lieu idéal pour familiariser les enfants avec certains produits, marques ou idées ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le député s'enquiert de ce phénomène. L'année passée déjà, dans une autre question parlementaire, Adam voulait savoir pourquoi le ministère de l'éducation et celui des transports avaient fait appel, dans le cadre d'un projet de lutte contre l'insécurité routière, à un grand constructeur automobile français. Dans sa réponse, la ministre avait alors assuré que des mesures étaient prises pour réduire au maximum l'effet publicitaire de la voiture au losange auprès des élèves, mais qu'il fallait bien avoir recours à l'aide d'un spécialiste en la matière. Par contre, elle devait concéder que « si l'on réalise un projet avec un partenaire expert, il ne s'agit pas de taire ou d'occulter son nom ».

Aux Etats-Unis, le sponsoring a pris une ampleur inquiétante. L'exemple de la chaîne de télévision « Channel One » est certainement le plus percutant. Depuis les années 90, l'entreprise Primedia offre aux écoles de tous les Etats (sauf New York et la Californie) l'installation gratuite de télévisions et de satellites. En échange, les élèves doivent regarder quotidiennement, dans le cadre des cours, un journal télévisé d'une douzaine de minutes entrecoupé de deux minutes de publicités.

Au Luxembourg, c'est la « Spuerkeess » qui fait office de deuxième religion d'Etat après l'église catholique. Qui ne se souvient pas en effet de cette merveilleuse journée, à l'école primaire, organisée par cette banque à l'issue de laquelle les écoliers se faisaient offrir une tirelire en porcelaine

à l'effigie de l'institution, ainsi qu'un don sur un compte épargne ? Ce « Schoulspuerfest » existe toujours.

Mais la Spuerkeess s'est entretemps modernisée et s'intéresse également aux adolescents et jeunes adultes. Ainsi, après avoir enseigné aux enfants dès leur plus jeune âge l'épargne - la vertu cardinale luxembourgeoise - elle leur enseigne plus tard les rudiments du boursicotage. Dans le cadre du projet « Apprendre la bourse », la Spuerkeess organise à la fin de l'année un concours pour élèves ou étudiants. Il s'agit de leur apprendre les rudiments de la spéculation boursière. Le vainqueur sera celui ou celle qui, à l'issue du concours, aura su faire le plus fructifier ses actifs virtuels. On cherchera en vain la plus-value pédagogique de cette initiative qui glorifie l'art de s'enrichir au détriment d'autrui.

Claude Adam voulait savoir dans sa question parlementaire si la ministre n'envisageait pas de « réglementer ce qui tombe dans le domaine de la publicité ou du sponsoring à l'école ». Celle-ci répond que le colportage et la publicité dans les écoles sont déjà défendus. Par ailleurs, les demandes émanant du secteur privé doivent être analysées, pour l'enseignement primaire, par la Commission d'instruction s'il s'agit de « matériel d'appoint pédagogique », ou doivent recevoir l'accord préalable de la ministre et des communes concernées s'il s'agit de la distribution d'un support pédagogique. La ministre semble néanmoins pécher par naïveté en estimant que « chaque enseignant est capable de prendre en compte le subtil équilibre entre l'apport pédagogique et le caractère purement commercial de telles actions ». Les enseignants peuvent être, mais les ministres ?

SHORT NEWS

A++ kühl auch das Klima

Damit Deutschland seine CO₂-Reduktionsziele erreiche, brauche es "eine schnelle und effektive Anwendung energieeffizienter Geräte in allen Bevölkerungskreisen", heißt es in der Ankündigung einer von deutschen Umwelt-NGOs getragenen Kampagne (www.energieeffizienz-jetzt.de). Als ersten Erfolg verbuchen die Initiatoren, dass im Rahmen der am Wochenende beginnenden Internationalen Funkausstellung (IFA) mehrere Anbieter von Elektrogeräten preisgünstige A++-Kühlgeräte bewerben wollen. Zuvor hatte das Bündnis die Sortimente mit größtenteils technisch veralteten Geräten der Klasse A kritisiert. Preiswerte Angebote von effizienten Geräten dagegen ermöglichten es auch einkommensschwachen Familien, Strom und Geld zu sparen, so die Überlegung. An die Regierung gerichtet ist die Forderung, endlich wirksame Regelungen und Gesetze zum Energiesparen zu beschließen. Die Vorschriften für die Gebäudedämmung zum Beispiel seien weit hinter den Ankündigungen zurückgeblieben. Wie es in Luxemburg in Sachen Gebäudedämmung steht, wird eines der Themen des woxx-Energiedossiers sein, das in zwei Wochen zur Ökofoire erscheint. Dort sind wir, anders als bei der IFA, auch mit einem Stand (8C28) vertreten.

Tageseltern und Zweideutigkeiten

„J'ai pris connaissance de l'article paru dans ‚Wox‘ (sic) le 4 juillet 2008, affirmant que la maîtrise de la langue luxembourgeoise est une condition indispensable pour pouvoir obtenir l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance parentale et pour pouvoir bénéficier des services de l'Agence Dageseltern'. Cette information est fautive“, so die Familienministerin Marie-Josée Jacobs auf eine parlamentarische Anfrage der LSAP-Abgeordneten Claudia Dall'Agnol. Tatsächlich hätte die Woxx-Journalistin das Gesetz vom 30. November 2007 noch einmal zur Hand nehmen sollen, in dem steht: Die Tageseltern müssen „en outre comprendre et s'exprimer dans au moins une des trois langues prévues par la loi du 24 février 1984“ - statt sich auf die Antwort der Familienministerin zu verlassen, die vor zwei Monaten bei der Vorstellung der „Agence Dageseltern“ den Wortlaut des Gesetzes wohl auch nicht mehr so genau kannte - als sie betonte: „Man sollte als Tageseltern schon Luxemburgisch sprechen können. Es ist ein wichtiger Aspekt etwa wenn die Kinder zur Schule müssen. Auch wenn keine Sprachprüfung verlangt wird, ist Luxemburgisch als Sprache im Gesetz vorgesehen.“

woxx@home

Kopfüber ins Grüne

Als die woxxies von dem kleinen Malheur auf der Schobermesse letztes Wochenende erfuhren gab es in der Redaktionssitzung kein Halten mehr. Für Zeitungs-, Radio- und Internetmuffel: ein Spiel, bei dem es hauptsächlich darum geht, den soeben mit Grillfleisch und Bier gefüllten Magen so oft zu drehen wie möglich, war stehen geblieben und die BesucherInnen hingen zeitweise mit dem Kopf nach unten in der Luft. Die ohnehin Sommerlochbedingte Arbeitsunlust der woxxies beflügelte die Fantasie. Wohl auch, um so lange wie möglich dem eigenen Computerbildschirm fern bleiben zu können. Hier einige Vorschläge wie man die armen Einklemmten hätte unterhalten können: Wort-Leitartikel der letzten 20 Jahre runterbeten. Das beruhigt, schläfert ein und passt zur verdrehten Weltanschauung. Oder die Gesichtsfarbe ausnutzen, um Propaganda für die Grünen zu machen. Und: Die neue Perspektive nutzen, um ein alternatives Mobilitätskonzept zu ersinnen. Als Redakteur X diese Idee näher erläutern wollte, wünschten sich dann doch einige den Bildschirm zurück. Lieber noch ein bisschen surfen.